

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
19, Place de l'Ancien Foirail
32000 AUCH

Auch, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



CAVES ET VIGNOBLES DU GERS

60 avenue des Pyrénées
32800 EAUZE

Référence : 2022-0889-Dp
Code AIOT : 0006803829

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement CAVES ET VIGNOBLES DU GERS implanté Site de vinification d'Eauze Route de Nogaro 32800 EAUZE. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement et qui prévoit des périodicités de contrôle des établissements selon les enjeux qu'ils présentent en terme de protection des personnes, de leur santé et de leur environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVES ET VIGNOBLES DU GERS
- Site de vinification d'Eauze Route de Nogaro 32800 EAUZE
- Code AIOT : 0006803829
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'union de coopératives agricoles Caves et Vignobles du Gers (ex : Vignerons du Gerland) a fusionné avec le groupe Vivadour au 1er janvier 2022.

Le groupe exploite une installation de préparation de vin (rubrique 2251-1) et une station d'épuration collective (2750), route de Nogaro à Eauze.

Les effluents traités par la station d'épuration sont constitués pour 90% des effluents de la cave et

de 10% d'apports extérieurs ponctuels.

Les activités sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mai 2006,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016,

Le siège social du groupe Vivadour est basé Rue de la Menoue à RISCLE (32400)

Le site produit entre 100 et 120 hectolitres de vin sur une année.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des effluents industriels
- Station d'épuration des effluents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de déversement et de stockage	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.4.2	/	Sans objet
2	Rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.5	/	Sans objet
3	Normes de rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.5.2	/	Sans objet
4	Valeurs limites de rejet après traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.6.3	/	Sans objet
5	Contrôles externes et inopinés	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'ayant pas relevé de non-conformité majeure qui ne peut être résolue rapidement et qui est susceptible de générer un impact ou des risques importants, il n'est pas proposé à l'autorité préfectorale de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

Cette visite ayant néanmoins permis de relever des faits susceptibles d'être non-conformes, il est demandé à l'exploitant lors de la transmission de la copie du présent rapport prévue aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement de corriger les faits susceptibles d'être non-conformes et d'en apporter la preuve à l'inspection des installations classées dans les délais mentionnés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de déversement et de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Admission STEP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les conditions de déversement et de stockage des effluents tiennent compte des prescriptions mentionnées à l'article 6.8 du présent arrêté. Les opérations de dépotage sont notamment réalisées sur une aire étanche permettant de récupérer les liquides accidentellement déversés et de les canaliser vers le bassin de stockage. Dès leur admission sur le site et avant traitement, les effluents sont déversés dans le bassin tampon de 100 m³ mentionné au 1° alinéa de l'article 6.6.2 du présent article.
Constats : Une des margelles de l'aire de chargement est détériorée et ne permet pas de maintenir l'étanchéité en cas de déversement accidentel.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de procéder aux travaux de réparation de la margelle défectueuse.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejet eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux pluviales issues des aires de circulation de véhicules est relié à un déshuileur/débourbeur, équipé si nécessaire d'un bassin tampon, dimensionné pour traiter le premier flot d'eaux pluviales sur une base de 135 l/s pendant une heure.
Constats : Les dimensions du décanteur n'ont pu être établies le jour de la visite.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de fournir les éléments permettant d'apprécier la capacité de traitement du décanteur, conformément à la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Normes de rejet eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant rejet dans le milieu naturel, les caractéristiques des eaux pluviales issues du site ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes : pH : entre 5,5 et 8,5 MES : 35 mg/l DCO : 125 mg/l Hydrocarbures totaux : 10 mg/l
Constats : Aucune analyse sur les eaux pluviales n'a pu être présentée. Le point de prélèvement de ces eaux pluviales n'est pas indiqué sur le plan des réseaux.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de procéder à une analyse des eaux pluviales en sortie du décanteur, de transmettre les résultats à l'inspection et de procéder à la mise à jour du plan des réseaux en intégrant le point de prélèvement des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites de rejet après traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Après traitement et avant rejet dans le milieu naturel, les effluents doivent respecter les normes suivantes : Débit 150 m3/j DCO 125 mg/l, 18,7 kg/j, rendement >95% DBO: 25 mg/l, 3,7 kg/j, rendement>90% MES 80 mg/l, 12 kg/j, rendement>95% Azote global* 30 mg/l, 4,5 kg/j Phosphore total 10 mg/l, 1,5 kg/j pH 6 à 9 température < 30°C Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux à traiter ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.
Constats : Les analyses hebdomadaires des effluents rejetés indiquent que ces derniers respectent les seuils sur les paramètres ci-dessus excepté pour le rendement d'abattement des paramètres qui n'est pas calculé. La visite sur site a permis de constater une défaillance de la sonde de pH utilisée pour les relevés journaliers. L'exploitant indique avoir commandé une sonde de remplacement et se baser sur les analyses hebdomadaires pour relever le pH. L'exploitant indique également disposer d'une sonde de pH portative qui pourrait être utilisée pour les relevés journaliers en méthode alternative.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de procéder au calcul de rendement de la station pour les paramètres listés ci-dessus et dans les fréquences préconisées. L'inspection demande également à l'exploitant de procéder à une mesure quotidienne du pH à l'aide d'un instrument adapté et de préciser à l'inspection la méthode alternative retenue en attendant le remplacement de la sonde défectueuse.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôles externes et inopinés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 6.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder, selon une périodicité annuelle, à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ces mesures sont réalisées lors du fonctionnement maximal de l'installation compris entre 1% octobre de l'année N et le 34 mars de l'année N+1. Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides constitués par les eaux pluviales et les eaux résiduaires. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.
Constats : Des contrôles externes sont bien organisés sur site chaque année. L'exploitant n'a cependant pas pu fournir le rapport de contrôle pour l'année 2021.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôle externe pour les années 2021 et 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet